



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

En date du 31/01/2025

**Personne publique : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS
2 rue de la Milétrie
CS 90577**

86021 POITIERS CEDEX

Objet de la consultation :

Concession de service portant sur la mise à disposition de divers emplacements pour l'installation et exploitation de cafétérias et boutiques presse

Consultation 24S156

Conclue sous le régime de concession de services en application des articles L1121-1 à L1121-3 et R3126-1 et suivants du code de la commande publique

Sommaire	
Article 1 : Objet de la consultation.....	3
Article 2 : Durée	3
Article 3 : Identification des interlocuteurs.....	3
Article 4 : Conditions d'exploitation	4
4.1 Principes généraux de fonctionnement.....	4
4.2. Conditions relatives au personnel	4
4.3 Réunions de suivi et reporting.....	5
Article 5 : Responsabilités du concessionnaire.....	6
5.1- Caractère personnel	6
5.2- Responsabilité	6
5.3- Assurance.....	6
5.4- Obligation d'information	7
5.5- Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	7
5.6 Respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société	7
5.7 : Reprise de personnel.....	8
5.8 : Respect général de la réglementation	8
Article 6 : Conditions financières.....	8
6.1. Redevance.....	8
6.2. Modalités de calcul	9
6.3. Modalités de paiement.....	9
6.4-Retard de paiement / poursuites.....	9
6.5-Impôts et frais	10
6.6. Remise du personnel	10
Article 7 : Documents contractuels.....	10
Article 8 : Litiges.....	10
Article 9 : Avenants	10
Article 10 : Evolution législative ou réglementaire.....	10
Article 11 : Pénalités	11
Article 12 : Résiliation	11
Article 13 : Mise en régie	11
Article 14 : Obligations du CHU	12
Article 15 : Fin de concession	12

Article 1 : Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet d'attribuer une concession pour occupation temporaire du domaine public à un ou plusieurs prestataires pour l'installation et l'exploitation de cafétérias et des points de vente presse (et divers articles) au profit de l'ensemble de la population hospitalière (patients hospitalisés, consultants, visiteurs, personnels, entreprises) fréquentant les établissements visés au paragraphe suivant.

Les emplacements de vente sont situés ici :

Site de Poitiers

Actuellement deux locaux à la tour Jean Bernard (Cafétéria et boutique presse)

Centre cardiovasculaire (CCV) une boutique restauration/presse

Pôle Régional de Cancérologie une boutique restauration/presse (actuellement un service retreint dû aux travaux)

Site de Châtellerauld

Un emplacement est prévu mais aucune prestation n'est assurée actuellement

Conformément à l'article L. 3132-1 du Code de la Commande publique, lorsque le contrat de concession emporte occupation du domaine public, il vaut autorisation d'occupation de ce domaine pour sa durée. En conséquence, elle n'est donc pas constitutive de droits réels et n'ouvre droit à aucune des dispositions relatives aux baux commerciaux. Le présent contrat est ainsi accordé à titre précaire et révocable.

La présente concession est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra céder son droit d'occupation sous peine de résiliation immédiate.

La consultation comporte deux lots

Lot n° 1 : Exploitation de services de cafétéria et de points presse sur le site de Poitiers

Lot n° 2 : Exploitation d'une solution de restauration sur le site de Châtellerauld

Les informations techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

Article 2 : Durée

La concession est passée pour une durée initiale de sept ans à compter du 06 octobre 2025 et sera ensuite reconductible trois fois un an.

Si toutefois la notification intervient moins de deux mois avant la date de démarrage, une nouvelle date sera déterminée et fera l'objet d'un avenant.

La décision de reconduire l'accord-cadre interviendra de manière tacite, sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à avertir le concessionnaire.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard quatre mois avant la fin de la période en cours de l'accord-cadre.

Le concessionnaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de la concession, le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

Pendant la période de déploiement le nouveau concessionnaire prendra toute mesure nécessaire avec le concessionnaire sortant afin d'assurer une continuité de service.

Article 3 : Identification des interlocuteurs

Pour l'exécution du contrat, les Parties désignent leurs interlocuteurs privilégiés respectifs.

Ces personnes auront, au quotidien, la responsabilité de veiller à l'application des stipulations du contrat. Les parties se tiennent informées, dès qu'elles en ont connaissance et dans un délai maximum de 5 jours à compter de

la connaissance de l'événement, de toute indisponibilité de leur (ou de leurs) interlocuteur(s) privilégié(s), qu'il s'agisse d'événements prévisibles (congrès, réunions professionnelles...) ou fortuits (maladie, accident, ...). Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour pallier cette indisponibilité et assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité et de délai.

Le changement du ou des interlocuteurs privilégiés du concessionnaire donnera lieu à une information préalable du C.H.U. dans un délai maximum de 15 jours à compter de la connaissance de l'événement. Le (ou les) nouvel (ou nouveaux) interlocuteur(s) privilégié(s) devra (ou devront), en pareil cas, présenter les capacités et compétences nécessaires pour accomplir leur mission.

En outre, le CHU se réserve le droit de demander au concessionnaire, en motivant cette demande, de remplacer le ou les interlocuteurs privilégiés, en particulier, si l'un ou plusieurs d'entre eux ne donnaient pas satisfaction.

Article 4 : Conditions d'exploitation

4.1 Principes généraux de fonctionnement

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP :

Le concessionnaire gère personnellement les équipements et ouvrages mis à sa disposition ainsi que l'activité à laquelle ils servent de support.

Le concessionnaire s'engage à prendre en charge sous sa responsabilité la mission globale définie dans le CCTP

Le concessionnaire exploite l'activité commerciale à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est seul responsable de la continuité et de la qualité du service et qu'il assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrits.

Le concessionnaire est, en particulier seul responsable de la gestion financière, notamment vis à vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, de l'administration fiscale, et de tout autre créancier public ou privé.

Le concessionnaire est réputé avoir pris en compte l'existence d'exploitations concurrentes sur les sites relevant d'autres contrats publics (notamment conciergerie, distributeurs et foodtrucks)

Le concessionnaire fait son affaire exclusive de la demande et de l'obtention de toutes autorisations administratives nécessaires à l'exploitation des équipements et relatives aux activités visées à la présente consultation lesquelles n'entraînent – conformément à la législation relative au domaine public – aucun droit de propriété commerciale.

Si ces autorisations ou même une seule d'entre elles lui étaient refusées ou venaient à lui être retirées, pour quelque cause que ce soit, la concession serait résiliée ipso facto sans que cela puisse lui donner droit ni lieu à aucune indemnité ni aucun recours contre le CHU de Poitiers.

Le concessionnaire devra respecter le règlement intérieur du CHU de Poitiers et au minimum :

- User paisiblement des locaux mis à disposition suivant leur destination prévue à la présente concession ;
- Eviter tout bruit de nature à gêner le voisinage ou nuire à la qualité de vie des autres résidents ;
- Respecter les règles relatives à l'hygiène et l'entretien des locaux,
- Respecter l'interdiction de fumer,
- Veiller au respect du secret médical,
- Respecter les règles relatives au stationnement et à la circulation réglementaire des véhicules ou cycles dans le site hospitalier ;
- Ne pas admettre ni posséder d'animaux dans les locaux mis à disposition
- Veiller à ne pas gêner le flux de circulation à l'intérieur des bâtiments

4.2. Conditions relatives au personnel

Le concessionnaire recrutera, rémunérera, emploiera sous sa responsabilité, le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation.

Il remplira, au regard de la législation concernant la sécurité sociale, le travail et la fiscalité, toutes les obligations de l'employeur. Dans l'intérêt de son personnel, le concessionnaire le soumettra à la réglementation sanitaire applicable au personnel hospitalier, notamment en matière de vaccination.

En cas de manquement grave d'un agent du concessionnaire aux règles précitées, le CHU par l'intermédiaire de sa Directrice Générale ou de son représentant, pourra demander de mettre fin aux fonctions de la personne en cause.

Le concessionnaire exigera de son personnel une tenue vestimentaire uniforme, correcte et d'une parfaite propreté.

Une liste complète, tenue à jour et mentionnant l'état civil du personnel employé, sera communiquée à la Direction des Achats du CHU.

En cas de grève de son personnel, le concessionnaire s'engage à en informer la direction du Centre Hospitalier du site d'implantation et à assurer un minimum de prestations

Le personnel du concessionnaire doit observer les consignes de sécurité préconisées dans l'Etablissement et se conformer aux règles suivantes :

- Respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement,
- Tenue propre et correcte

Le personnel intervenant est rétribué par le concessionnaire.

L'Etablissement pourra exiger leur remplacement dans l'hypothèse où leur comportement serait incompatible avec les exigences du CHU de Poitiers.

De même, le CHU de Poitiers se réserve le droit de refuser l'accès de l'établissement à tout agent employé par le concessionnaire dont la tenue générale ou le comportement serait de nature à porter atteinte à l'image de l'établissement.

Le concessionnaire devra être acquitté des formalités prévues par le code du travail, notamment en matière de travail dissimulé, et être à jour des charges fiscales et parafiscales

Le CHU de POITIERS, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, incite l'insertion par l'activité économique en cas de nouveaux recrutements.

4.3 Réunions de suivi et reporting

Le prestataire devra participer aux réunions de démarrage à la demande du CHU et rendre compte régulièrement de l'état du déploiement.

Une réunion semestrielle, et au besoin, sera ensuite organisée afin d'étudier les éventuelles difficultés relevées dans l'exécution de la prestation ou les pistes d'amélioration pouvant être mises en œuvre.

Le prestataire devra communiquer les tableaux de bord avec les chiffres d'affaires mensuels, les actions menées depuis la réunion précédente et les éventuelles réclamations des usagers.

Il est demandé au concessionnaire d'être force de proposition.

A cet égard, sur convocation du pouvoir adjudicateur, le concessionnaire et les représentants du pouvoir adjudicateur se réunissent pour cette réunion de pilotage au cours de laquelle il est fait :

- le bilan d'activité de la période écoulée
- la proposition d'un plan de progrès (au moins deux actions significatives) permettant l'augmentation de la redevance

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non les propositions émises par le concessionnaire.

Le concessionnaire doit mettre en place un système de retour de satisfaction client. Ces retours sont examinés à chaque réunion de pilotage.

Les éléments de reporting suivants seront fournis selon la périodicité mentionnée ci-dessous

Eléments du reporting	Périodicité
Bilan financier <ul style="list-style-type: none"> - par prestations délivrées - Résultat d'exploitation 	Annuelle
Bilan technique <ul style="list-style-type: none"> - Parc en exploitation - Effectif - Prestations d'exploitation - Tableau de bord récapitulatif 	Trimestriel
Analyse de la qualité du service	Trimestriel et enquête annuelle

Article 5 : Responsabilités du concessionnaire

5.1- Caractère personnel

La présente concession est consentie à titre personnel.

A cet égard, le concessionnaire déclare être pleinement informé qu'il n'a pas qualité pour autoriser un tiers à occuper le domaine public du CHU de Poitiers.

5.2- Responsabilité

Le concessionnaire est seul responsable de tous dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

Le concessionnaire assume la pleine et entière responsabilité de toute infraction constatée soit dans la mise en vente des articles, soit à l'occasion du paiement des impôts ou du règlement de ses propres fournisseurs. Il supporte tous les impôts et les taxes actuels ou futurs, relatifs aux mises en vente des articles dans sa boutique.

Au titre de l'ensemble des dommages évoqués ci-dessus ainsi que des pertes d'exploitation en découlant, Le concessionnaire et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre du CHU de Poitiers.

Le CHU de Poitiers ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des malversations, destructions, infractions ou autres dommages éventuels ayant pour origine des patients ou des visiteurs de l'établissement.

Le concessionnaire agissant en qualité de commerçant indépendant, reconnaît que l'exploitation de l'activité sur l'emplacement le sera à ses frais, risques et périls.

Il sera, en particulier seul responsable de la gestion financière, notamment vis à vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, de l'administration fiscale, et de tout autre créancier public ou privé.

5.3- Assurance

Le concessionnaire devra souscrire une assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable

Le concessionnaire devra fournir, avant le commencement de l'exploitation, puis périodiquement, lors de leur renouvellement, les attestations d'assurances nécessaires.

Le concessionnaire doit contracter les assurances suivantes :

- Une assurance responsabilité civile pour tous les cas où elle pourrait se trouver engagée et couvrant les dommages corporels, et les dommages matériels pour un montant raisonnable, La police d'assurances, dont une copie sera transmise au C.H.U., couvrira les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporel, matériel, immatériel) causés aux tiers.

Le concessionnaire doit faire apparaître dans la police souscrite l'engagement de la compagnie d'assurances ou du mandataire de notifier au C.H.U. toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.

- Une assurance incendies-explosions, garantissant pour leur valeur réelle, le matériel, mobiliers et contenu en général, appartenant au concessionnaire avec abandon de recours contre le C.H.U.,

- Une assurance incendie couvrant les dommages aux immeubles.

Le concessionnaire doit soumettre au C.H.U. pour approbation les polices qui lui seront proposées.

Il acquitte les primes d'assurances à ses frais exclusivement et doit justifier de leur paiement sur demande du C.H.U..

Il s'engage à fournir chaque année au plus tard le 1er Février, l'ensemble des attestations d'assurances.

En aucun cas la responsabilité du CHU ne pourra être engagée, et ce, quelle que soit la cause du dommage.

Le Concessionnaire s'engage en outre à justifier de la régularité de sa situation quant au paiement des primes y afférentes, chaque année, à la première demande du Groupe Hospitalier.

La police d'assurance de la société devra prévoir une clause de non recours réciproque, non recours pour lui-même, et contre le CHU en cas de sinistre survenu pour quelque cause que ce soit.

La société devra justifier chaque année au CHU du paiement de sa prime d'assurance.

Le CHU décline toute responsabilité, pour les vols, pertes, avaries, effractions, etc... qui peuvent se produire dans le local commercial même s'ils sont du fait de ses propres agents.

5.4- Obligation d'information

Le concessionnaire doit informer le CHU de Poitiers – Direction des Achats– Unité contrôle marchés – 2, rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS cedex, de tout changement concernant :

- sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront être alors adressés,
- du changement de son adresse ou de son siège social

5.5- Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au concessionnaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit concessions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de la concession et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le concessionnaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de la concession, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le concessionnaire de la concession produira tous les six mois jusqu'à la date d'échéance de la concession la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application de l'article L8222-2 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du code du travail, et si le concessionnaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 de ce code ; le CHU pourra rompre la concession, sans indemnité, aux frais et risques du concessionnaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L 8222-6 du code du travail.

5.6 Respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société

Si le marché a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son concessionnaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le concessionnaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun

des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

Tout manquement constaté donnera lieu à la résiliation pour faute.

5.7 : Reprise de personnel

Dans les cas où il est imposé, le concessionnaire de la présente concession est tenu de prendre contact avec le concessionnaire sortant pour organiser la reprise du personnel entrant dans le champ d'application de l'obligation de reprise prévue par les articles L 1223-1 et s. du Code du travail ou, le cas échéant, par une concession collective. Il est tenu de se conformer à cette obligation légale dès lors qu'il y est soumis, sous peine de s'exposer à la résiliation pour faute.

Dans ce contexte et dans le but que l'acheteur transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce contrat, le concessionnaire est tenu de transmettre, six mois avant la fin du contrat, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations remplissant les conditions de reprise posées par la concession collective applicable. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande de l'acheteur lors de la période de passation de la concession.

Les informations par lot à transmettre sous forme de liste du personnel éligible sont :

- Le temps de travail mensuel affecté au lot concerné avec horaire habituel,
- Le salaire brut mensuel correspondant incluant les charges salariales,
- La nature du contrat à reprendre,
- Les éventuels avantages acquis,
- La date d'affectation sur le marché,
- La date d'embauche déterminant l'ancienneté,
- La qualification des agents,
- Les autres éléments nécessaires à l'appréciation de la masse salariale.

Le concessionnaire transmet également le montant de la masse salariale brute globale correspondante. Les éléments transmis par le concessionnaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel. En fin de contrat ces renseignements doivent être transmis sous 8 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande sous peine d'application de pénalités.

5.8 : Respect général de la réglementation

Le concessionnaire doit faire respecter en tous points par ses personnels, les lois et règlements régissant les administrations publiques (en matière de police ainsi que de réglementation économique et fiscale) et notamment à l'hôpital public. De plus, s'ajoute à ces obligations ainsi qu'à la réglementation et aux usages régissant leurs professions particulières l'ensemble des normes établies par le CHU ou que celui-ci jugerait utile d'établir.

Le concessionnaire doit se pourvoir de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son commerce. Si ces autorisations ou même une seule d'entre elles lui étaient refusées ou venaient à lui être retirées, pour quelque cause que ce soit, la concession serait résiliée de plein droit sans que cela puisse lui donner droit ni à aucune indemnité, ni à aucun recours contre le CHU.

Le concessionnaire s'oblige ainsi à ses frais, risques et périls, à remplir toutes les formalités administratives ou de police, et à exécuter toutes modifications imposées pour l'exploitation des locaux, notamment en matière de protection contre l'incendie, le CHU étant dégagé de toute obligation de garantie à raison du refus de ces autorisations ou des conditions auxquelles elles seraient subordonnées.

Le concessionnaire demeure responsable de toutes les poursuites auxquelles peut donner lieu l'exercice de son activité commerciale à l'hôpital, soit à cause de l'inobservation des lois et règlements, soit pour tout autre motif.

Article 6 : Conditions financières

6.1. Redevance

En contrepartie des autorisations accordées, Le concessionnaire s'engage à verser par période semestrielle et à terme échu au CHU de Poitiers une redevance constituée de :

- une redevance forfaitaire minimale, payable par semestre.
- une part variable fondée sur le chiffre d'affaires. Cette part variable, si elle est supérieure à la redevance minimale, sera versée en 2 fois : une part variable évaluative sur le 1^{er} semestre et une régularisation sur le 2nd semestre de l'année.

Les éléments sont précisés par le concessionnaire dans le tableau d'offres annexe de la présente concession.

La redevance minimale est ferme pour la durée de la concession.

Toutefois en cas de fermeture administrative d'un point de vente (exemple crise sanitaire) ou fermeture/restriction d'ouverture pour travaux ou autre nécessité de service imposée par le CHU de Poitiers la redevance minimale sera réduite pour la période concernée. Cette réduction fera l'objet d'une négociation entre les parties et sera confirmée par avenant.

6.2. Modalités de calcul

Le pourcentage et le montant (en euros hors taxe) mentionnés ci-dessus sont proposés par le prestataire dans son offre.

Le concessionnaire pourra s'en tenir à une estimation du chiffre d'affaires réalisé au premier semestre.

La régularisation nécessaire pour tenir compte du chiffre d'affaires annuel effectivement réalisé interviendra lors du calcul et du versement correspondant au second semestre de l'exercice.

En application de la réglementation fiscale en vigueur, la redevance due au CHU entre dans le champ d'application de la TVA.

Le concessionnaire retenu devra remettre au CHU DE POITIERS une attestation décomptant le montant du chiffre d'affaires réalisé pour l'exercice échu et dont les éléments comptables seront certifiés par ses commissaires aux comptes.

6.3. Modalités de paiement

Le concessionnaire devra remettre au CHU DE POITIERS une attestation décomptant le montant du chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de la prestation, pour le semestre échu.

La redevance semestrielle sera réglée dans les 30 jours après réception du titre de recette émis par le CHU de Poitiers.

En cas de retard de plus de trente jours, et quinze jours après un premier rappel resté sans effet, la redevance sera majorée de 10 % et le CHU pourra recouvrer par tout moyen de droit les sommes qui lui sont dues.

Il est également convenu que, faute par la société de payer à leur échéance les redevances fixées par la concession, une procédure de résiliation sans indemnité pourrait être engagée.

La régularisation nécessaire pour tenir compte du chiffre d'affaires annuel effectivement réalisé interviendra lors du calcul et du versement correspondant au second semestre de l'exercice.

En application de la réglementation fiscale en vigueur, la redevance due au CHU entre dans le champ d'application de la TVA.

6.4-Retard de paiement / poursuites

Lorsque le délai de paiement contractuel de la redevance est dépassé, soit 30 jours à réception du titre, la trésorerie adresse au prestataire un premier rappel.

Sans manifestation du prestataire, et au terme d'un délai de 3 semaines, le trésorier engage des poursuites avec frais

6.5-Impôts et frais

Le concessionnaire acquittera les impôts, taxes et redevances liées à l'exécution de la présente concession. Tout impôt, taxe ou redevance imputé au CHU de Poitiers au titre de l'activité du concessionnaire donnera lieu à remboursement par ce dernier sur simple présentation du titre correspondant.

L'ensemble des coûts liés aux abonnements auprès des opérateurs de télécommunications sont à la charge du prestataire. Idem pour le coût des communications.

Il s'engage également à acquitter directement ou indirectement les redevances relatives aux droits de diffusions musicales et/ou audiovisuelles (SACEM et/ou autres organismes en charge des droits d'auteurs, compositeurs et éditeurs).

6.6. Remise du personnel

Le prestataire appliquera la remise du personnel sur présentation d'un justificatif (notamment badge professionnel) selon les modalités indiquées dans l'offre.

Article 7 : Documents contractuels

La présente concession est constituée par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes dont le tableau d'offres ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes
- le PPSPS
- le dossier technique du candidat.

Les modalités, propres au concessionnaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés au contrat de concession, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et annexes) ne s'appliqueront pas à la présente concession.

Article 8 : Litiges

En cas d'échec de règlement amiable, les parties octroient compétence au Tribunal Administratif de Poitiers.

Tribunal Administratif de Poitiers

Hôtel Gilbert
15 rue Blossac – BP 541
86020 POITIERS Cedex
Téléphone : 05.49.60.79.19
Télécopie : 05.49.60.68.09

Cette instance pourra également délivrer les renseignements nécessaires relatifs aux voies et délais de recours.

Article 9 : Avenants

Toute modification de l'une des clauses contenues dans le contrat fera l'objet d'un accord écrit signé entre les 2 parties.

Article 10 : Evolution législative ou réglementaire

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du concessionnaire, affectant même de façon mineure l'exécution du contrat, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du contrat.

Un avenant à la présente concession prenant en compte l'évolution de la réglementation sera conclu. En cas de refus de la part du concessionnaire, la présente concession sera résiliée sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 11 : Pénalités

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui seront imposées, des pénalités peuvent lui être appliquées :

- en cas de non production, de production tardive ou incomplète par le concessionnaire des documents prévus à l'article 6.1, après mise en demeure par le C.H.U. restée sans réponse pendant quinze jours calendaires, il sera appliqué à Le concessionnaire une pénalité égale à 100€ par semaine de retard
- en cas de non respect des obligations de nettoyage et évacuation des déchets Une pénalité forfaitaire de 50 € par défaut constaté d'entretien, de nettoyage de l'emplacement sera appliquée
- en cas d'atteinte à la continuité de l'activité, c'est-à-dire d'une interruption totale ou partielle du service à l'initiative du concessionnaire, non justifiée par la force majeure, et après mise en demeure adressée par le C.H.U. dans un délai adapté à l'atteinte constatée et restée infructueuse, il pourra lui être appliqué une pénalité égale à deux cent cinquante euros (250 €) par jour de retard à rétablir le service dans les conditions permettant de ne plus constater l'atteinte ayant justifié le prononcé de la pénalité ;
- en cas d'atteinte à la sécurité du service, de non-respect des règles d'hygiène, de sécurité, et après mise en demeure adressée par le C.H.U. dans un délai adapté à l'atteinte constatée et restée infructueuse, il pourra lui être appliqué une pénalité égale à deux cent cinquante euros (250 €) par jour de retard à rétablir le service dans les conditions permettant de ne plus constater l'atteinte ayant justifié le prononcé de la pénalité ;
- en cas de non-retrait des équipements sous un délai d'un mois à compter de la date de fin du contrat, il sera appliqué au concessionnaire sans mise en demeure une pénalité égale à mille euros (1000€) par jour de retard.
- en cas de non-respect de tout autre délai prescrit dans le cadre de présente concession (notamment la maintenance), il sera appliqué au concessionnaire sans mise en demeure une pénalité égale à cent cinquante euros (150 €) par jour de retard.

Article 12 : Résiliation

En cas de méconnaissance par Le concessionnaire de ses obligations contractuelles, le CHU de Poitiers adressera une mise en demeure assortie d'un délai adapté au manquement constaté. Si la mise en demeure est infructueuse, Le concessionnaire s'expose à la résiliation de la concession par le CHU sans indemnité.

Hors le cas de résiliation pour faute, la concession pourra être résiliée à tout moment pour motif d'intérêt général en contrepartie de l'indemnisation du concessionnaire moyennant un préavis de six mois.

Le concessionnaire pourra alors prétendre à une indemnité, fixée après accord des parties ou calculée après une expertise contradictoire.

Article 13 : Mise en régie

En cas de faute grave du concessionnaire, ou si le service n'est exécuté que partiellement, le C.H.U. pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement la continuité du service.

La mise en régie interviendra après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, pendant 15 jours calendaires, sauf urgence.

Le C.H.U. pourra alors prendre possession de l'ensemble des moyens nécessaires à l'exploitation (matériels, personnels, approvisionnements, etc...).

Il pourra également, en cas de carence grave du concessionnaire, de risque en matière d'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la suppression temporaire du service.

Les conséquences financières de ces décisions seront à la charge du concessionnaire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages ou circonstances indépendantes de la volonté du concessionnaire, ce qu'il lui appartiendra de démontrer.

Article 14 : Obligations du CHU

Le CHU de Poitiers est tenu de respecter les obligations stipulées à sa charge dans la présente concession.

Le CHU de Poitiers concède – avec un caractère d'exclusivité - au concessionnaire l'exploitation des points de vente décrites aux annexes techniques.

Il est expressément stipulé que les surfaces concédées seront exclusivement utilisées pour la fourniture des prestations visées à la présente consultation. Cette mise à disposition se fera à titre précaire, sans occupation privative. Elle ne créera aucun droit pour Le concessionnaire.

Article 15 : Fin de concession

Sauf accord contraire avec le CHU ou le nouveau concessionnaire, les équipements et mobiliers installés dans le cadre de la présente concession seront repris à ses frais par le concessionnaire.

En fin de contrat, le concessionnaire remettra à la personne publique les ouvrages en bon état de fonctionnement et de propreté, en ayant assuré toutes les charges qui lui sont imposées par le contrat,

Le concessionnaire devra laisser visiter par le CHU de Poitiers les locaux mis à disposition quinze jours au moins avant la date de libération des locaux. A cette occasion, un état des lieux des locaux sera dressé de manière contradictoire entre le CHU et le concessionnaire. Cet état des lieux sera comparé à l'état des lieux initial de mise à disposition des locaux.

Le concessionnaire devra laisser tous les locaux occupés en bon état d'entretien et de réparation, le CHU se réservant le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, soit par l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais du concessionnaire soit par le versement d'une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

L'ensemble des matériels et mobiliers nécessaires à leur fonctionnement sont et resteront la propriété du concessionnaire.

Le concessionnaire sortant s'efforcera de coopérer avec le nouveau concessionnaire afin d'assurer la continuité du service pendant la période de transition.

Les frais logistiques ne sont pas facturables au CHU de Poitiers.

Fait à Poitiers, le

Le concessionnaire
Personne habilitée :

Société :

Fait à Poitiers, le

Pour le CHU
Anne COSTA

Directrice Générale